

**Plus belle la lutte !**

Le Conseil d'état retoque le projet de réforme des retraites. D'une part, parce qu'il n'a pas le temps de garantir au mieux la sécurité juridique. En ayant recours aux ordonnances le gouvernement fait perdre la visibilité de l'ensemble du projet et veut le faire passer en force. Cela risque de n'être ni conventionnel, ni constitutionnel. D'autre part, parce que les projections financières sont lacunaires, comme par exemple, le blocage du financement des retraites à 14% du PIB. La population des plus de 65 ans va augmenter de plus de 70% d'ici à 2070. Cela aura pour conséquence de reporter l'âge de départ à la retraite et d'augmenter le chômage des seniors.

Enfin les plus précaires seront encore plus impactés, particulièrement les femmes. Le nouveau système ne prévoit pas de prendre en compte les périodes de chômage non indemnisées. Avoir une carrière complète sera quasiment impossible, donc impossible d'avoir le minimum de pension.

L'avis du Conseil d'état est un nouveau camouflet pour ce gouvernement de plus en plus isolé. La lutte ne faiblit pas. Le 6 février était le 8è temps fort depuis le 5 décembre, avec 130 000 manifestants à Paris. Mais au-delà du schéma classique de grèves et de manifestations, nous assistons à une nouvelle forme de lutte, basée sur l'image et la « viralité » des réseaux sociaux. La colère touche toutes les catégories socio-professionnelles, touche l'ensemble du monde du travail, salarié ou non. A l'Assemblée Nationale, commence à poindre l'idée d'un référendum pour le retrait de ce projet.

**Branche Poste****Une poste sans courrier ?**

P.Wahl, PDG de La Poste, a indiqué le 29 janvier dernier, devant les commissions des affaires économiques des deux Assemblées, que La Poste était l'entreprise française la plus impactée par la révolution numérique, avec une très forte baisse du courrier de 3,6 milliards en 5 ans, par la pression d'Amazon, des e-commerçants sur les marges du colis et la montée des coûts. Avec moins de 20% de courrier dans le chiffre d'affaires, la poste transporterait 9 milliards de lettres en 2020. Reconduit pour 5 ans, il veut donc continuer à transformer la poste d'ici 2030 en développant les services de proximité et le numérique avec son service d'hébergement des données, en livrant les colis sans carbone, en proposant une banque-assurance avec la banque postale et la CNP Assurances absorbée.

Enfin, il souligne vouloir faire évoluer le service universel postal déficitaire. En fait, P. Wahl raisonne uniquement par la rentabilité, ce qui percuté la nécessité de répondre aux besoins des populations, c'est pourquoi, il préfère nier que l'activité courrier-colis existe et occulte ainsi un manque d'effectif chronique et des salaires qui stagnent.

**La CGT fait des propositions**

Tous les accords concernant les métiers du conseil bancaire à La Poste sont échus, et n'ont été que partiellement reconduits pour 2020. La Poste vient d'ouvrir des négociations avec une première ébauche de contenu d'accord peu ambitieuse voire même régressive. C'est pourquoi, la CGT travaille à un projet d'accord alternatif, qui s'appuie sur les revendications des personnels. Absentéisme, vacances d'emploi, temps de travail, charge de travail, formation, tutorat, objectifs, salaire et RVB, sont les principaux thèmes identifiés qui seront développés dans ce projet alternatif CGT.

Parce qu'une négociation n'est pas une chambre d'enregistrement des propositions patronales, avec son projet, la CGT entend faire résonner la voix des personnels dans cette négociation !

**Branche Télécoms****Sans réseaux ?**

Le plan « Engage 2025 » annonce pourtant le « désengagement » d'une partie des réseaux avec la création d'entreprises de TowerCo pour gérer les antennes permettant la mutualisation entre opérateurs afin de diminuer leur niveau d'investissement. Faute d'innovation et d'investissement au profit de la finance, les perspectives de croissance des opérateurs sont faibles mais la valorisation des réseaux est très élevée. Leur externalisation facilitera un versement toujours plus important des dividendes. Orange va créer des TowerCo partout où elle est présente.

En Europe, avec des fonds d'investissement mais assurant, pour la France, en garder le contrôle... Jusqu'à quand ?

Ceci fait courir des risques industriels importants, dont celui de devenir un simple intermédiaire B2B, ainsi une société comme Apple pourrait gérer elle-même les factures mobiles des opérateurs qui ne lui fourniraient que la connexion... Le monde merveilleux de la concurrence !

**Comment éluder les questions**

La CGT a été reçue par la direction d'Orange, sur la question du harcèlement et des violences au travail. Si entre 2014 et 2017, le groupe comptait 40 signalements/an dont 30 relevaient du harcèlement, 2018 a constitué une année de rupture avec 108 signalements et 2019 devrait s'inscrire dans le même volume.

La direction explique cette explosion par une parole libérée après l'affaire Weinstein, de jeunes générations qui signalent plus facilement et la mise en place d'une boîte ZZZ. La CGT interroge, entre autres, la direction sur la reconnaissance du harcèlement ? Mais chaque cas est particulier...

Pour ce qui concerne les violences au travail, la direction n'a rien à présenter, or il existe de sérieuses études dont elle devrait s'inspirer pour améliorer les conditions de travail des salariés soumis à l'épreuve du Flex desk et secoués par l'Intelligence Artificielle !



## Échos

### Pasteur fait la manche

Les chercheurs de l'Institut Pasteur sont en première ligne. Il y a quelques jours, ils sont parvenus à séquencer entièrement le génome viral du coronavirus, puis à l'isoler en culture cellulaire, dans des délais extrêmement rapides.

Le virus 2019-nCoV est donc désormais disponible pour la recherche. Les chercheurs se concentrent maintenant sur 4 grands domaines : la mise au point d'un test sérologique pour le dépistage de l'infection en population, le développement de traitements spécifiques, la vaccination, et la compréhension du fonctionnement du virus.

La fondation privée lance un appel aux dons pour récolter, dans un 1<sup>er</sup> temps, un million d'euros, mais il convient aussi de s'interroger car en matière de santé publique et quand il y a urgence, ne devrait-il pas y avoir un sur engagement de l'Etat ?

## Luttes

### Les 136 restent soudés !

Luxfer à Gerzat fabriquait des bonbonnes pour appareils respiratoires et des appareils respiratoires isolants (ARI) pour les sapeurs-pompiers. Au prétexte d'une perte de compétitivité sur les extincteurs (plus fabriqués depuis 2011 !), 126 des 136 salariés ont été licenciés pour motif économique, un motif rejeté par l'inspection du travail qui s'est ainsi opposée au départ des 10 représentants du personnel.

Au bout de 14 mois de combat, où Luxfer ne respecte pas les obligations du plan de licenciement, refusant de rembourser les frais de formation et d'étudier le projet de SCOP des salariés, fatigue et colère s'accumulent. L'usine est occupée pour éviter son démantèlement. Les ex-salariés ont défilé dans la ville pour soutenir 3 collègues convoqués au commissariat et pour dénoncer l'abandon de l'Etat, complice des multinationales et qui laisse les personnels sans interlocuteur.

### Persona non grata

La présidente de la Conférence des bâtonniers a refusé la présence de la garde des Sceaux à l'Assemblée générale statutaire qui s'est tenue le 31 janvier, une Première !

Dans son discours, Hélène Fontaine a fustigé le fait que la chancellerie ne protège pas les avocats. Elle dénonce la volonté affichée du gouvernement de restreindre le recours à la justice avec une réforme de la justice qui ne garantit plus la sécurité juridique aux justiciables et une réforme des retraites qui risque de supprimer 55 000 emplois.

Avec des réformes qui n'améliorent ni l'efficacité ni la célérité de la justice, la défense des plus démunis est fortement remise en cause et déjà se profilent de véritables déserts judiciaires par la fermeture des cabinets qui ne pourront plus assumer la charge de l'aide juridictionnelle.

## International

### Marée rouge à Bruxelles

Pension minimum à 1.500 euros net, hausse des allocations les plus basses et maintien d'une sécurité sociale fédérale, telles sont les revendications des militants.

Le prochain gouvernement devra garantir la protection sociale, bétonner le financement de la Sécurité Sociale en faisant contribuer le travail comme il se doit, mais aussi en mettant davantage le capital à contribution, garantir l'équilibre budgétaire via une fiscalité juste.

C'est le sens même et le message de la manifestation, du 28 janvier dernier, organisée à l'initiative de la FGTB pour une Sécurité sociale forte et fédérale en Belgique.

Et ce n'est que le début d'un vaste combat idéologique pour rétablir dans l'opinion le bienfondé et la valeur ajoutée sociale des contributions fiscales et parafiscales.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Vraiment en baisse ?

Face à la contestation sociale contre le projet de réforme des retraites, le gouvernement communique largement sur la baisse du chômage. Mais cette baisse de 3,3% en 2019 mérite d'être relativisée.

Si dans un premier temps on peut constater une baisse effective des chômeurs dans toutes les catégories, ce n'est pas grâce à quelques créations d'emplois.

La multiplication des radiations pour divers motifs futiles d'actualisation ou d'identification, en est, en grande majorité, la cause.

En effet, Pôle emploi, grâce à la « Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel » peut maintenant effectuer un « contrôle social » en délaissant sa mission d'aide à l'emploi.

De plus, la précarité est accentuée par la baisse des privés d'emplois indemnisés (moins d'une personne sur deux).

## Luttes

### Sans BD, le monde serait terne

Plus de 500 personnes, auteurs, éditeurs et nombre de lecteurs ont manifesté lors du dernier Festival de la BD d'Angoulême, pour dénoncer la *précarisation* des métiers de la BD. Pendant une heure, les auteurs ont symboliquement "posé le crayon" et suspendu leur participation aux fameuses séances de dédicaces. Lors de ce "débrayage", ils se sont rassemblés autour du buste d'Hergé dans le centre-ville. Dans une lettre ouverte, publiée par le collectif Auteurs et Autrices en action et coïncidant avec la venue à Angoulême d'E. Macron, les professionnels de la BD ont dénoncé être « les lésés du miracle économique de l'édition », indiquant que plus de 50% des autrices et auteurs professionnels sont en-dessous du smic et plus de 30% sous le seuil de pauvreté. Ils attendent des suites concrètes, de la part du ministère de la culture, au rapport Racine.

### Mobilisation de la CARSAT

L'article 50 de la loi Macron prévoit au niveau national la fusion de la CNAV et de la fédération AGIRC-ARRCO pour créer une Caisse Nationale de Retraite Universelle (CNRU), mais également la création d'un réseau unique d'établissements locaux reprenant le personnel des 15 caisses régionales CARSAT et des Institutions de retraite complémentaires. A terme, c'est la disparition de la branche vieillesse et le démantèlement de la Sécu, car si la CARSAT s'occupe de notre assurance vieillesse, elle s'occupe aussi de notre assurance des risques professionnels, accidents du travail et maladies professionnelles. Via des assemblées générales et des grèves (Marseille, Bordeaux, Toulouse, Orléans, Région Auvergne...), c'est une large mobilisation qui s'organise contre le projet de réforme des retraites.

La CGT appelle à des assemblées générales pour informer et discuter de l'extension de la grève à tous les organismes.

## Égalité

### #Stopauxviolences !

« Violences sexuelles : il est temps de donner de la voix ! » ainsi s'intitule la tribune signée par 54 athlètes à la suite des accusations de viols de S. Abitbol envers son ancien entraîneur. "Les révélations récentes d'agressions sexuelles subies par plusieurs jeunes sportifs font trembler le système et réveillent notre colère. Nous, athlètes français de haut niveau, nous nous sentons révoltés.

Révoltés, mais malheureusement pas si étonnés que cela... Une fois dévoilée au grand jour, la vérité devient glaçante: le cas isolé devient multiple, les monstres omniprésents", commence ainsi le communiqué. Le président de la Fédération des sports de glace a démissionné et la Ministre des Sports dit vouloir agir contre l'omerta dans le milieu sportif.

Face aux bénévoles et aux professionnels qui s'investissent sans compter, il y a urgence à prendre des mesures afin que prédateurs et agresseurs sexuels soient définitivement éloignés du monde sportif !